



La BCE annonce le lancement d'un programme étendu d'achats d'actifs (plus de 1 000 milliards d'euros)

Lors de sa réunion du 23 janvier 2015, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé de lancer un programme étendu d'achats d'actifs. L'Eurosystème effectuera ses premiers achats en mars 2015. Ils s'éleveront à 60 milliards d'euros par mois jusqu'à septembre 2016, soit un total de plus de 1000 milliards d'euros. Le Conseil a également décidé de modifier la tarification des six opérations de refinancement à plus long terme ciblées (TLTRO) qui restent à effectuer en supprimant l'écart de 10 points de base par rapport aux opérations principales de refinancement qui a été appliqué aux deux premières TLTRO. Enfin, le Conseil a décidé de laisser inchangés les taux directeurs de la BCE. Ce programme étendu d'achats d'actifs, qui constitue un « assouplissement quantitatif » de la politique monétaire (en anglais « Quantitative Easing » ou QE), était très attendu. Lors de sa conférence de presse, M. Draghi a expliqué que cette décision « a été prise pour faire face à deux évolutions défavorables : (i) la dynamique de l'inflation demeure plus faible qu'attendu ; (ii) le caractère accommodant de la politique monétaire n'a pas été suffisant pour contrer de façon adéquate les risques accrus d'une période trop prolongée de faibles inflation. Les taux d'intérêt de la BCE se situant à des niveaux planchers, l'adoption de nouvelles mesures de bilan est devenue nécessaire pour atteindre notre objectif de stabilité des prix ». Concernant les modalités de mise en œuvre de ce programme d'achats, M. Draghi a précisé que « les achats de titres émis par les gouvernements et agences de la zone euro seront déterminés sur la base des parts des Banques centrales nationales (BCN) dans la clé de répartition du capital de la BCE (...) et qu'en ce qui concerne le partage des pertes hypothétiques (...) 20% des achats supplémentaires feront l'objet d'un régime de partage des risques ».

Annonce d'un programme étendu d'achats d'actifs : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosystème_et_international/cp-bce-la-bce-annonce-un-programme-etendu-d-achats-d-actifs.pdf

Déclaration Introductive : <http://www.ecb.europa.eu/press/pressconf/2015/html/is150122.fr.html>

Modification du taux d'intérêt applicable aux futures opérations de refinancement à plus long terme ciblées : https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosystème_et_international/cp-bce-la-bce-annonce-une-modification-du-taux-d-interet-applicable-aux-futures-operations-de-refinancement.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 – La Lituanie rejoint la zone euro

Le 1^{er} janvier 2015 est devenue le dix-neuvième pays à adopter l'euro. La Banque centrale de Lituanie, Lietuvos Bankas, fait désormais partie intégrante de l'Eurosystème avec la BCE et les dix huit autres banques centrales nationales (BCN). En adoptant l'euro, la Lituanie a également adhéré au mécanisme de surveillance unique (MSU, qui place ses banques les plus importantes sous le contrôle prudentiel de la BCE). Par ailleurs, l'accession d'un dix-neuvième pays à la zone euro a déclenché l'entrée en vigueur d'un système de rotation des droits de vote entre les gouverneurs des BCN au sein du Conseil des gouverneurs de la BCE. Les raisons et modalités de ce système de rotation, qui a été prévu dès 2002, sont expliquées sur le site de la BCE.

Communiqué de presse : La Lituanie rejoint la zone euro :

https://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosystème_et_international/cp-bce-la-lituanie-rejoint-la-zone-euro-fr.pdf

Foire Aux Questions (FAQ) sur la rotation des droits de vote :

<http://www.ecb.europa.eu/ecb/orqa/decisions/govc/html/faqvotingrights.fr.html>

Le calendrier des droits de vote(en anglais) : <http://www.ecb.europa.eu/ecb/orqa/decisions/govc/html/votingrights.en.html>

2 - Eurostat

Dans la zone euro (ZE18), le taux de chômage corrigé des variations saisonnières s'est établi à 11,5 % en novembre 2014, stable comparé à octobre 2014, mais en baisse par rapport au taux de 11,9 % de novembre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage s'est établi à 10,0 % en novembre 2014, en baisse par rapport au taux de 10,1 % d'octobre 2014 et à celui de 10,7 % de novembre 2013. Eurostat estime qu'en novembre 2014, 24,423 millions d'hommes et de femmes étaient au chômage dans l'UE28, dont 18,394 millions dans la zone euro. Par rapport à octobre 2014, le nombre de chômeurs a diminué de 19 000 dans l'UE28 et a augmenté de 34 000 dans la zone euro. Comparé à novembre 2013, le chômage a baissé de 1,487 million de personnes dans l'UE28 et de 522 000 dans la zone euro. Parmi les États membres, les taux de chômage les plus faibles en novembre 2014 ont été enregistrés en Autriche (4,9 %) ainsi qu'en Allemagne (5,0 %), et les plus élevés en Grèce (25,7 % en septembre 2014) et en Espagne (23,9 %).

Actualités législatives

Publications au Journal Officiel

Décret n° 2014-1611 du 24 décembre 2014 authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de La Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon.
<http://legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000029964783&dateTexte=&categorieLien=id>

Décret n° 2015-34 du 16 janvier 2015 portant application de l'ordonnance n° 2013-837 du 19 septembre 2013 relative à l'adaptation du code des douanes, du code général des impôts, du livre des procédures fiscales et d'autres dispositions législatives fiscales et douanières applicables à Mayotte :

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000030110285&dateTexte=&categorieLien=id>

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Des indicateurs financiers peu dynamiques au 3^e trimestre 2014

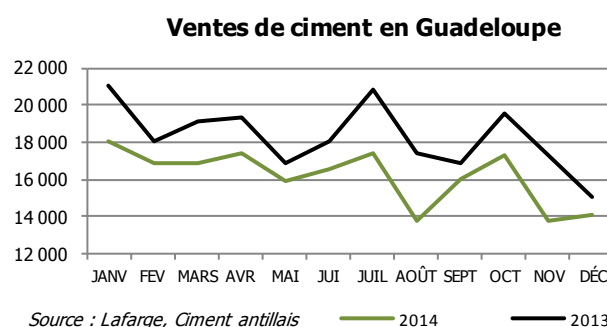
L'encours des crédits consentis à l'économie, qui totalise 8,5 milliards €, est stable au troisième trimestre 2014 (+0,0 % après +1,4 % à fin juin 2014). Cette évolution, la plus faible observée depuis septembre 2012, est imputable à la chute des crédits octroyés aux « autres agents » (ie les agents regroupant les sociétés d'assurance et fonds de pension, les administrations centrales et de sécurité sociale) sur le trimestre (-25,4 %). Sur un an, le rythme de croissance de l'encours sain de crédits connaît un léger ralentissement (+5,2 % contre +5,5 % à fin juin 2014).

À 7,5 milliards €, les actifs financiers des agents économiques sont en légère hausse à fin septembre 2014 (+0,4 %), après avoir marqué une pause trois mois plus tôt (-0,2 %). En glissement annuel, l'encours des actifs financiers augmente à un rythme plus modéré (+3,0 % après +3,4 % à fin juin 2014). Cette évolution est la plus faible observée depuis mars 2012. Pour plus d'informations, voir la note « Évolutions monétaires à la Guadeloupe au 30 septembre 2014 » téléchargeable librement sur le site <http://www.iedom.fr>

Baisse des ventes de ciment en 2014

En cumulé sur l'année 2014, les ventes de ciment en Guadeloupe (hors Îles du Nord) s'élèvent à 194 206 tonnes et enregistrent une baisse de 11,6 % par rapport à l'année précédente.

Tout au long de l'année 2014, les ventes de ciment en 2014 ont été inférieures à celles de l'année 2013. Les baisses les plus marquées concernent les mois d'août (-20,6 %) et de novembre (-20,4 %). À l'opposé, les plus faibles diminutions ont été relevées au mois de septembre (-4,6 %) et de mai (-5,6 %).



Légère hausse des prix au mois de novembre

En novembre 2014, l'indice des prix à la consommation des ménages en Guadeloupe augmente modérément (+0,2 %), après une baisse de 0,8 % le mois précédent. Hormis le poste « énergie », tous les autres postes de consommation participent à cette évolution. En glissement sur un an (novembre 2014 par rapport à novembre 2013), les prix à la consommation ont augmenté de 0,5 %. Source : <http://www.insee.fr>

Les récentes publications

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier les notes « Évolutions monétaires » et « Tendances conjoncturelles », toutes deux relatives au 3^e trimestre 2014, ainsi que la note « Coût du crédit aux entreprises à la Guadeloupe et dans les autres DOM » à fin juillet 2014. Ces notes sont téléchargeables librement sur le site <http://www.iedom.fr/>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

L'octroi de mer prolongé jusqu'en 2020

Le 17 décembre 2014, le Conseil des ministres de l'Union européenne a décidé de reconduire l'octroi de mer pour la période 2015-2020. L'octroi de mer (régime fiscal spécifique aux DOM) est la première recette fiscale des communes (à hauteur de 45 % environ) et s'élève à près d'un milliard € par an (tous DOM confondus). Selon le ministère des Outre-mer, l'octroi de mer est reconduit avec quelques améliorations, comme l'exemption de déclaration pour les petites entreprises au chiffre d'affaires inférieur à 300 000 €, l'extension des possibilités d'exonération pour certaines activités économiques, comme la recherche, l'enseignement ou le tourisme, et enfin, une révision annuelle des listes de produits permettant de prendre en compte les évolutions des réalités productives.

Vote du budget primitif 2015 de la Région Guadeloupe

Fin décembre 2014, les élus régionaux ont voté le budget primitif 2015 d'un montant de 536,2 millions €. Ce budget est marqué par une forte hausse des dépenses d'investissement (+63 % par rapport à 2014), qui s'élèvent à 240,4 millions € et dont 100 millions € seront financés par emprunt. Malgré cet emprunt, la Collectivité maintient sa capacité de désendettement portée à 4,5 années à partir de fin 2016. Les projets soutenus en 2015 sont divers dont la construction du barrage Moreau, la reconstruction du lycée de Baimbridge, la réalisation d'un centre d'imagerie moléculaire, le mémorial ACTe et la déviation de La Route Nationale 2 (RN 2) à La Boucan, à Sainte-Rose.

Suspension du conflit de l'eau

Le 23 décembre 2014, la direction de la Générale des Eaux et l'intersyndicale UGTG et CFE-CGC ont signé un protocole d'accord permettant de suspendre un conflit qui a duré plus d'une semaine en Guadeloupe. Le 15 décembre, un mouvement de grève lancé par l'UGTF et la CFE-CGC avait entraîné de sérieuses perturbations dans la distribution de l'eau et la fermeture de nombreuses écoles. Cette grève était principalement liée à l'arrivée à terme d'une convention liant la Générale des Eaux et le Syndicat intercommunal d'alimentation en eau et d'assainissement de la Guadeloupe (Siaeag), ce dernier étant endetté à hauteur de 15 millions € envers la Générale des Eaux. Après que le Siaeag ait été renforcé financièrement par le Conseil régional, le Conseil général et les communautés d'agglomérations, un protocole d'accord a pu être signé, mettant fin au mouvement de grève.

Mise en place progressive de la Déclaration sociale nominative (DSN)

Les entreprises effectuent chaque année une trentaine de déclarations auprès des administrations et des organismes de protection sociale afin de satisfaire leurs diverses obligations. À partir du 1^{er} janvier 2016, les entreprises n'auront plus qu'une seule déclaration à remplir : la déclaration sociale nominative (DSN). En Guadeloupe, afin de passer progressivement à ce nouveau mode de déclaration, 300 entreprises entreront dans ce dispositif dès le mois de mai 2015.

Naissance de la nouvelle société aéroportuaire

La première Assemblée générale de la nouvelle société aéroportuaire s'est tenue le 19 décembre 2014. Désormais, l'aéroport de Pointe-à-Pitre/Le Raizet est une société de droit privé avec des actionnaires publics (L'État à hauteur de 60 %, la CCI IG 25 %, Le Conseil Régional 6 %, le Conseil Général 4 % et Cap Excellence 5 %) dirigée par un conseil de Surveillance (15 membres représentant les actionnaires) et un Directoire (3 membres). Pour rappel, l'aéroport de Pointe-à-Pitre fut sous la gestion, pendant 50 ans, d'abord de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Pointe à Pitre, devenue par la suite la Chambre de Commerce et d'Industrie des Îles de Guadeloupe (CCI IG).

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Vote du budget primitif 2015 de la Collectivité de Saint-Martin

Le 18 décembre 2014, les élus de la Collectivité ont voté le budget primitif 2015 qui s'élève à 173,1 millions €. Les dépenses de fonctionnement s'élèvent à 129,7 millions € et les dépenses d'investissement à 43,3 millions €. Une augmentation des recettes fiscales de 17,8 %, par rapport à 2014 est attendue, notamment grâce à l'impôt sur le revenu et celui sur les sociétés. Cette hausse des recettes fiscales devrait compenser une hausse des dépenses de fonctionnement (+13,5 % pour les charges à caractère général, +4,7 % pour les charges de personnel et +8,3 % pour les charges liées au RSA). En section d'investissement, les trois quart des dépenses seront consacrés aux principaux projets en cours, dont l'achèvement des travaux de construction de la Cité scolaire de la Savane, la poursuite des travaux de réfection de voirie et la réhabilitation du stade Vanterpool.

Un budget de 3 millions € pour l'Office du tourisme de Saint-Martin

Le budget primitif 2015 de l'Office de tourisme de Saint-Martin a été voté le 18 décembre et s'élève à 3 millions €. L'office de tourisme a précisé que 2015 allait être une année de relance pour Saint-Martin et a exprimé son souhait de se tourner davantage vers le haut de gamme. Entre janvier et juin 2014, le nombre de passagers en provenance du Canada a augmenté de 18 % par rapport à la même période 2013, viennent ensuite les États-Unis (+9 %) et l'Europe (+3,9 %). Le nombre de passagers originaires d'Amérique Latine affiche pour sa part une baisse de 3,2 %.

Première visite de Jacques Billant dans les Îles du Nord

Le 17 décembre 2014, Jacques Billant, Préfet de la région Guadeloupe et représentant de l'État dans les Collectivités de Saint-Barthélemy et de Saint-Martin, a effectué sa première visite dans les Îles du Nord. Le Préfet, qui a officiellement pris ses fonctions le 1^{er} décembre 2014, a notamment rencontré les élus des Collectivités.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE				Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe	Novembre 2014	129,1	0,2 %	0,5 %
		France entière		127,6	-0,2 %	0,3 %
Demandeurs d'emploi (Source : Dieccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Novembre 2014	61 700	0,2 %	1,5 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Novembre 2014	185,3	-	-28,1 %
				2 301,5	-	-8,4 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Décembre 2014	397	16,8 %	48,1 %
			Cumul annuel	4 150	-	-6,0 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Jedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Décembre 2014	19 890	-1,9 %	-2,9 %
				328	-15,5 %	-30,2 %

INDICATEURS SECTORIELS				Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbe)	Nombre de passagers (entrées + sorties, hors transit)		Novembre 2014	131 439	2,3 %	-3,1 %
			Cumul annuel	1 778 967	-	0,2 %
Trafic maritime (Source : Guadeloupe Port Caraïbe)	Trafic net de marchandises (tonnes)		Décembre 2014	219 572	-12,0 %	-18,1 %
	Nombre de passagers (entrées + sorties)			87 122	67,7 %	-0,8 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Décembre 2014	2 403	57,9 %	15,3 %
			Cumul annuel	16 205	-	1,0 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Décembre 2014	14 067	2,1 %	-6,4 %
			Cumul annuel	194 206	-	-11,6 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Publication : « Suivi des crédits aux entreprises au 31 septembre 2014 »

L'encours global de crédits aux entreprises guyanaises déclaré au Service central des risques (SCR) s'établit à 1 709,8 M€ à fin septembre 2014. Les crédits mobilisés ont enregistré une hausse de 3,7 % en rythme trimestriel et 9,2 % en rythme annuel, ceux-ci représentent désormais 89,4 % de l'encours global. Quant à l'encours mobilisable, il s'inscrit en baisse de 3,9 % ce trimestre, tout en affichant une croissance de 6,2 % sur les douze derniers mois.



Publication : « Tableau de bord économique de la Guyane »

Publié dans le cadre du partenariat Cerom, le tableau de bord économique de la Guyane apporte une vision synthétique et rapide de l'évolution conjoncturelle du département au travers d'une sélection d'indicateurs macroéconomiques. Cette publication a été réformée et regroupe désormais près de 40 indicateurs économiques régionaux réunis autour de six grands thèmes : les principaux indicateurs macroéconomiques, la consommation, l'investissement, l'analyse sectorielle, l'analyse financière et la vulnérabilité des acteurs économiques. Le tableau de bord, également disponible en version anglaise et portugaise, est accessible chaque trimestre pour la Guyane comme pour l'ensemble des DOM sur le site du partenariat CEROM : www.cerom-outremer.fr/cerom/.

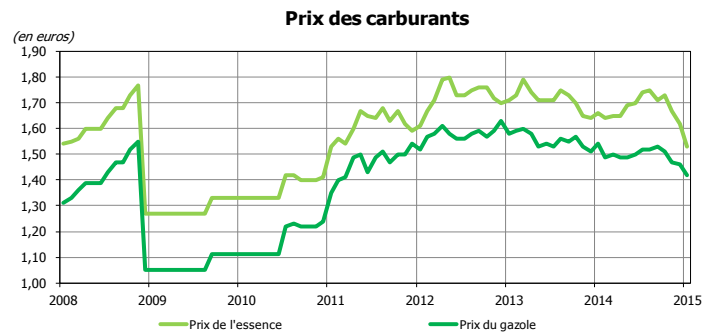


Toutes les publications de l'Iedom sont disponibles gratuitement sur le site www.iedom.fr/Guyane.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

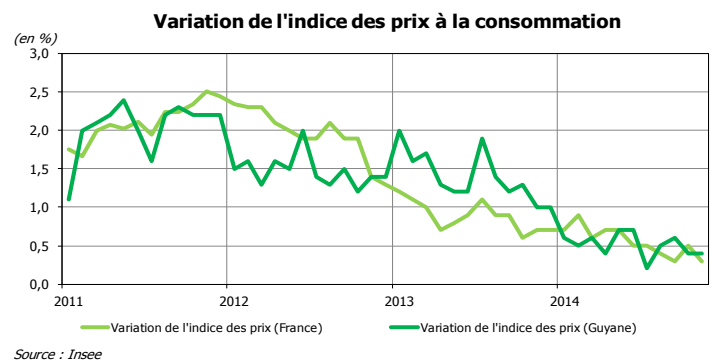
Carburants

L'arrêté préfectoral fixe, à compter du 1^{er} janvier 2015, le prix de vente au détail des carburants à 1,53 €/litre pour l'essence (-9 centimes) et 1,42 €/litre pour le gazole (-4 centimes). Le prix de la bouteille de gaz s'établit à 20,23 € contre 21,65 € en décembre, soit une baisse de 1,42 euro.



Prix à la consommation

En novembre 2014, l'indice des prix à la consommation (IPC), s'inscrit en baisse et ce depuis septembre. Toutefois, cette baisse de 0,1 % est légèrement inférieure à celle d'octobre dernier. Cette tendance s'explique par une diminution des prix des services (-0,1 %) et de l'énergie (-1,3 %), conjuguée à une hausse des prix de l'alimentation (+0,4 %), ainsi qu'à une stagnation des prix des produits manufacturés (+0,0 %). Sur un an, l'indice des prix progresse de 0,4 % principalement en raison de la hausse des prix des services (+0,4 %) et de l'alimentation (+1,1 %). D'un niveau supérieur à celui constaté pour la France entière (+0,3 %) et la Réunion (-0,3 %), l'inflation en Guyane reste en dessous des valeurs observées à la Guadeloupe (+0,5 %) et à la Martinique (+1,1 %).



Transport maritime

Le 11 décembre 2014 s'est tenue à l'Hôtel de Région la conférence sur le développement stratégique du Grand Port Maritime (GPM) de Guyane. Dans le cadre du développement maritime de la Guyane, le GPM a présenté un projet stratégique se déclinant en plusieurs volets pour la période 2014-2018 : modernisation des infrastructures, augmentation de la capacité foncière du Port, mise en place de services de remorquage et de dragage, et modernisation du système de communication portuaire (voierie). Le volet « Modernisation des infrastructures » est axé principalement sur la construction d'une plateforme offshore (Pomu) à la limite de la zone économique exclusive (ZEE) de la Guyane, afin d'accueillir des porte-conteneurs de plus grande capacité (12 000 voir 16 000 conteneurs contre 300 à 400 conteneurs actuellement). La Pomu disposerait d'un hub conteneurs de 15 ha pour traiter 200 000 Evp¹/an, d'un terminal de soutien logistique pétrolière entre 4 à 6 ha, d'un chantier d'entretien des navires de travail déployés sur une zone de 2 ha, d'un point d'appui à l'action de l'Etat en mer et la pêche, ainsi que d'un centre de recherche sur le milieu marin. Les cargaisons déchargées sur Pomu seraient transportées par navette vers le port de Dégrad-des-Cannes et les autres ports du territoire. Le projet Pomu permettrait de diversifier le commerce de produits, l'accueil des croisiéristes lors de possibles escales de bateaux de croisière, et serait un atout pour l'exploitation du pétrole offshore aussi bien en Guyane qu'au large du Brésil (exploitation par Shell d'une zone proche de la Guyane, possibilité de se ravitailler en Guyane). Ce projet d'envergure n'en est encore qu'au stade des études de faisabilité et notamment sur la question de la flottaison de la plateforme. Le coût d'une telle plateforme serait estimé à 1 milliard d'euros minimum et pourrait voir le jour en 2030. L'autre ambition affichée par le GPM est l'extension du port de Dégrad-des-Cannes, une mission qui vient de débiter avec l'inauguration

¹ Equivalent vingt pied : unité de mesure définissant une longueur normalisée de 20 pieds (6,096 mètres) pour un conteneur.

du quai n°2, issu d'un chantier qui aura duré 2 ans pour un investissement total de 31 millions d'euros (15,5 millions d'euros du FEDER, 10,5 millions d'euros du GPM et 5 millions d'euros de l'Etat).

Octroi de mer

Le Parlement européen a adopté le 16 décembre 2014 la prolongation pour 5 ans du régime d'octroi de mer pour les régions ultrapériphériques françaises. Ce régime voit apparaître trois nouveautés, l'exemption de déclaration pour les petites entreprises ayant un chiffre d'affaires inférieur à 300 000 €, l'extension des possibilités d'exonération pour certaines activités économiques comme la recherche, l'enseignement ou le tourisme, et la révision annuelle des listes pour faciliter leur adaptation aux évolutions des systèmes de productions locales.

Spatial

Le lanceur Soyouz, pour son dixième vol, a lancé avec succès depuis le Centre spatial guyanais, une charge comprenant les quatre derniers satellites de télécommunications de la constellation O3b pour le compte de l'opérateur américain Network Limited. Conçu par Thales Alenia Space, ceux-ci ont pour objectif de fournir un accès internet très haut débit à bas prix aux habitants des pays du Sud. Ils viennent finaliser la constellation de satellites O3b composée à présent de 12 satellites en orbite autour de la Terre et le long de l'Equateur qui la rendent ainsi pleinement opérationnelle. Ce lancement a également été le 11^{ème} et dernier tir de l'année pour Arianespace avec l'utilisation de l'ensemble de sa gamme de lanceurs (6 Ariane 5, 4 Soyouz et 1 Vega) soit une année record avec 77,1 tonnes (23 satellites) mises en orbite en 2014 pour un chiffre d'affaires qui devrait dépasser les 1,367 milliard d'euros. Par ailleurs, en 2014, Arianespace a signé 14 contrats de lancement lui permettant d'avoir un carnet de commande rééquilibré pour trois années d'activité garanties. Les objectifs pour 2015 sont de réaliser autant de lancements qu'en 2014, si tous les satellites sont livrés (6 à 7 pour Ariane 5, 2 pour Soyouz et 3 pour Vega), avec une première mission prévue le 11 février 2015 avec Vega. L'année 2015 sera également celle du démarrage effectif du chantier d'Ariane 6.

ACTUALITÉS RÉGIONALES

Prévision de croissance Amérique Latine et Caraïbes

Selon le dernier tableau de bord de la Commission économique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (Cepal) publié le 2 décembre 2014, la croissance de la région devrait ralentir en 2014 à 1,1 %, soit son plus bas niveau depuis 2009, après avoir observé une croissance de 2,7 % en 2013. Cette contraction se justifie principalement par une baisse des investissements et un manque de dynamisme des grandes économies de la région telles que l'Argentine qui devrait observer un recul de son PIB de 0,2 % ou le Brésil (croissance prévue de 0,2 % en 2014). Pour leur part, le Mexique et le Venezuela devraient connaître une croissance respectivement de 2,1 % et 3 % en 2014.

En 2015, la Cepal anticipe une croissance régionale de 2,2 % avec des valeurs marquantes au Panama (+7 %), en Bolivie (+5,5 %) et au Pérou (+5 %). Cette hausse devrait s'inscrire dans un contexte de reprise progressive de l'économie mondiale avec notamment une baisse des prix des matières premières et une faible demande extérieure pour la région.

SUIVI INDICATEURS CHIFFRÉS

Les variations mensuelles et annuelles sont corrigées des variations saisonnières et de l'effet jours ouvrés (CVS-CJO)

	Sur le mois	Indicateurs	Données brutes	Var. mensuelle CVS	Var. sur un an CVS	Sources	
INDICATEURS MACROECONOMIQUES	PRIX	Prix à la consommation (indice base 100 en 1998, avec tabac)	Nov-14 127,8	[0,0%]	[0,4 %]	Insee	
		Prix administré du litre d'essence	Janv-15 1,53	[-5,6%]	[-7,8%]	Préfecture/Diecctte	
	MARCHE DU TRAVAIL INDICATEURS SOCIAUX	Demandeurs d'emploi (DEFM A)	Nov-14 22 426	[-1,8%]	[3,6%]	Pôle emploi	
		Nombre de bénéficiaires de l'allocation chômage	Oct-14 8 344	[1,4%]	[1,6%]	Pôle Emploi	
		Nombre de bénéficiaires du RSA (1)	Sept-14 17 883	[-0,2%]	[6,7%]	Caf	
	Prestations nettes versées (1)	Sept-14 10,2 M€	[8,1%]	[10,0%]	Caf		
		Cumul	85,6 M€		[10,0%]		
CONSUMMATION	Importations de biens de consommation (BC) (3)	Nov-14 13,6 M€		-23,2%	-20,4%	Douanes	
		Cumul	157,5 M€		3,2%		
	Ventes de véhicules neufs aux particuliers	Déc-14 432		-8,7%	-4,8%	Somafi	
		Cumul	4 035		-1,2%		
INVESTISSEMENT	Importations de biens d'équipement (BE) (3)	Nov-14 34,7 M€		-4,2%	-42,9%	Douanes	
		Cumul	391,5 M€		-17,8%		
	Ventes de véhicules utilitaires	Déc-14 152		17,7%	41,5%	Somafi	
		Cumul	1 094		4,6%		
COMMERCE EXTERIEUR	Exportations (3)	Nov-14 12,4 M€		-8,9%	-43,5%	Douanes	
		Cumul	164,1 M€		-23,5%		
	Importations (3)	Nov-14 94,9 M€		-20,8%	-37,9%	Douanes	
		Cumul	1 323,3 M€		-10,3%		
INDICATEURS SECTORIELS	SPATIAL	Tirs effectués	Cumul à Déc-14 11 tirs (6 Ariane 5, 4 Soyouz, 1 Vega)		7 tirs à Déc-13	Arianespace	
		Satellites lancés	Cumul à Déc-14 22 satellites, et 1 ATV*		14 satellites et 1 ATV*		
	BTP	Ventes de ciment (hors filler, liant et big bag)	Déc-14 6 911 tonnes		-4,2%	-0,3%	Ciments guyanais
			Cumul	86 193 tonnes		-6,0%	
	INDUSTRIE	Exportations d'or en volume (3)	Nov-14 121 kilos		14,4%	40,5%	Douanes
			Cumul	1 183 kilos		-7,1%	
		Exportations d'or en valeur (3)	Nov-14 3,2 M€		-15,4%	33,8%	Douanes
			Cumul	34,6 M€		-16,4%	
		Cours de l'once d'or	Déc-14 1 201,36 \$		[2,1%]	[-1,8%]	London Bullion Market Assoc./AFD
	AGRICULTURE AGROALIMENTAIRE	Exportations de crevettes (3)	Nov-14 33 tonnes		-37,6%	-7,5%	Douanes
		Cumul	403 tonnes		1,0%		
Exportations de poissons (3)		Nov-14 125 tonnes		-67,5%	-70,1%	Douanes	
		Cumul	1 187 tonnes		-12,0%		
	Exportations de riz (2) (3)	Nov-14 0 tonne		n.s	n.s	Douanes	
		Cumul	14 tonnes		n.s		
TOURISME	Trafic de passagers (arrivées-départs-transits)	Nov-14 33 744		-3,7%	1,8%	CCIRG	
		Cumul	407 263		1,5%		

[Données non CVS]

*ATV pour Automated Transport Vehicle (Véhicule Automatisé de Transfert), vaisseau cargo spatial développé par l'Agence spatiale européenne pour ravitailler la Station spatiale internationale

(1) Mise en place du RSA début 2011, remplaçant le RMI. Données non CVS compte tenu du nombre trop faible d'observations.

(2) Trop grand nombre de points atypiques concernant le riz.

(3) Données provisoires ; les résultats du commerce extérieur sont issus des statistiques douanières provisoires qui sont révisables pendant 2 ans.

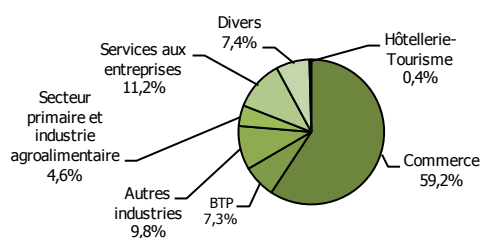
ACTUALITÉ DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Incidents de paiement sur effets : diminution en nombre et en montant

En 2014, les incidents de paiement sur effets étaient en recul tant en nombre (-26,6 %, à 1 007) qu'en montant (-29,8 %, à 6,4 millions d'euros). En revanche, le montant moyen des incidents de paiement sur effets a progressé sur un an (+5,0 %, à 6 390 euros).

Dans le détail, les montants des incidents de paiement évoluent selon les secteurs d'activité. Alors que la part du commerce et du BTP est en recul respectif de 7,3 points et 3,7 points, celle des autres industries (hors industries agroalimentaires) et des services aux entreprises progresse respectivement de 5,4 points et 4,9 points. Enfin, la part du tourisme et du secteur primaire et agroalimentaire évolue faiblement, respectivement de +0,1 point et +0,8 point.

Répartition en montant des incidents de paiement par activité en 2014



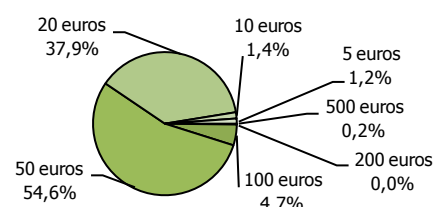
Source : IEDOM

Fiduciaire : progression du nombre de billets mis en circulation

En 2014, l'émission nette de billets est de 1,4 million (+10,9 % en volume par rapport à 2013), pour une valeur de 64 millions d'euros (soit +14,7 %). Le nombre total de billets en circulation au 31 décembre 2014 s'élève à 24 millions pour une valeur de 976 millions d'euros. Les billets de 50 euros sont de loin les plus répandus : ils représentent 54,6 % en volume et 67,0 % en valeur des billets en circulation en Martinique.

Pour sa part, l'émission nette de pièces est en repli sensible en valeur (-10,5 % en 2014, après + 61,8 % en 2013) et ralentit en volume (+2,3 % en 2014, après +10,4 % en 2013). En cumul, depuis l'introduction de l'euro, les pièces en circulation atteignent 207 millions d'unités pour 27 millions d'euros. Les pièces rouges, de faible valeur faciale (1, 2 et 5 centimes d'euro) représentent 79,3 % du volume et 12,8 % en valeur de l'émission divisionnaire totale.

Répartition des billets en circulation en Martinique selon la coupure en nombre au 31 décembre 2014



Source : IEDOM

Secteur bancaire : fusion-absorption de la SOGUAFI par la SOMAFI

L'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) a validé, dans sa décision d'octobre 2014, la fusion-absorption de la Société guadeloupéenne de financement (SOGUAFI) par la Société martiniquaise de financement (SOMAFI). La fusion et la dissolution de la SOGUAFI est effective au 31 décembre 2014 et la dénomination de la SOMAFI a été modifiée en SOMAFI-SOGUAFI. Par ailleurs, l'ACPR a prononcé l'extension de l'agrément de la SOMAFI au département de Guadeloupe.

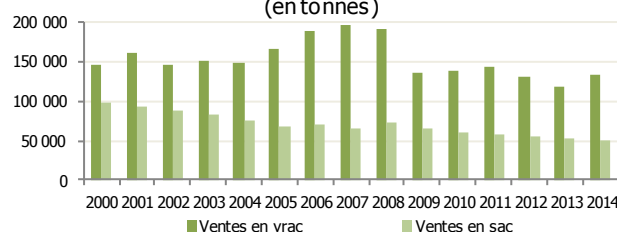
BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

BTP : augmentation des ventes de ciment en 2014

En 2014, les ventes de ciment étaient en hausse sensible par rapport à 2013 (+6,5 %, à 182 265 tonnes), après six années consécutives de recul.

Dans le détail, les ventes de ciment sont tirées par les ventes en vrac (+10,9 %, à 131 944 tonnes), principalement alimentées par les chantiers de l'hôpital et du TCSP. En revanche, les ventes en sac, d'ordinaire dévolues à la construction privée, continuent de diminuer (-3,7 %, à 50 320 tonnes). Pour 2015, selon les professionnels du secteur, une baisse sensible des ventes de ciment est à craindre, les deux gros chantiers de l'hôpital et du TCSP étant bien avancés.

Ventes de ciment (en tonnes)



Source : Ciment Antillais

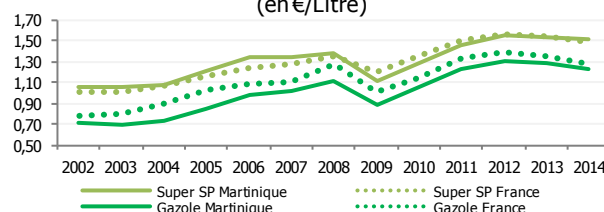
Prix des carburants : poursuite de la baisse des prix en 2014

En Martinique, les prix des carburants sont fixés par arrêtés préfectoraux et font l'objet d'une fiscalité locale spécifique. En effet, la taxe spéciale de consommation sur les produits pétroliers (TSC) est fixée et perçue au bénéfice du Conseil régional, en lieu et place de celle applicable en Métropole (TIPP).

L'année 2014 a été marquée par la mise en application de la réforme des prix des carburants dans les DOM. Les prix des carburants continuent de diminuer. Le litre de super sans plomb baisse de 2,2 % et celui du gazole de 4,3 %. La moyenne annuelle des prix du sans plomb est proche de la moyenne métropolitaine (1,51 €/Litre en Martinique, contre 1,48 €/Litre en Métropole) et celle des prix du gazole est légèrement inférieure (1,23 €/Litre en Martinique, contre 1,29 €/Litre en Métropole).

La baisse globale des prix est principalement liée à l'évolution du prix du brut par baril et de la parité €/USD.

Moyenne annuelle des prix des carburants (en €/Litre)



Sources : Dieccte, Ministère de l'économie

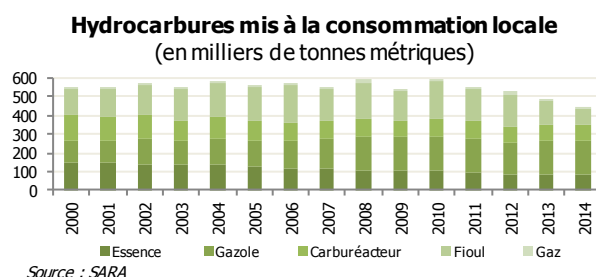
Hydrocarbures : nouvelle contraction de la consommation en 2014

En 2014, les volumes d'hydrocarbures mis à la consommation sur le marché martiniquais se sont élevés globalement à 451 milliers de tonnes métriques (-8,1 %).

Les carburants routiers (super sans plomb, super et gazole route), qui représentent 48,6 % de la consommation, étaient en diminution (-1,7 %) par rapport à 2013. En effet, les ventes locales de super sans plomb étaient de nouveau en repli (-4,1 %), alors que les ventes de gazole routier se sont stabilisées (+0,1 %).

La consommation de fioul, qui représente 20,6 % des volumes mis à la consommation, contribue le plus à la baisse de la consommation (-6,9 points). Les ventes de fioul, qui concerne principalement les entreprises martiniquaises, étaient en repli de 28,6 % sur un an. Plus particulièrement, les ventes de fioul destinées à la production d'électricité par EDF diminuent de 26,3 % entre 2013 et 2014.

Enfin, les ventes intérieures de carburéacteur, qui représentent 18,8 % de la consommation locale d'hydrocarbures, sont en recul de 2,8 %.



ACTUALITÉS RÉGIONALES

Coopération : rencontre entre les régions de Guadeloupe et de Martinique

Le 20 décembre 2014, les présidents des Conseils régionaux de Guadeloupe et de Martinique, MM. Victorien LUREL et Serge LETCHIMY, se sont réunis en Martinique pour engager une démarche commune sur les problématiques partagées par les deux régions. Parmi les points évoqués, les deux exécutifs se sont accordés sur la nécessité de trouver des synergies pour rapprocher les taux d'octroi de mer des deux îles, afin de créer un marché unique antillais. Un groupe de travail commun devrait être mis en place prochainement.

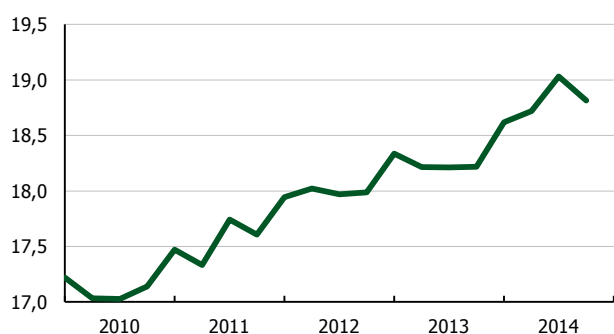
PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE RÉFÉRENCE			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (source : INSEE)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	- novembre 2014	130,6	+0,3 %	+1,1 %
Chômage (source : DIECCTE)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A)	- novembre 2014	44 725	-1,2 %	-0,7 %
Allocations chômage (source : Pôle emploi)	Nombre d'allocataires de Pôle emploi	- septembre 2014	20 387	-3,2 %	-5,9 %
RSA (source : CAF)	Nombre de bénéficiaires payés	- octobre 2014	42 021	+3,0 %	+4,8 %
Commerce extérieur (source : Douanes)	Importations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- octobre 2014	212,6 187,8	+2,4 % +43,4 %	-12,6 % +8,2 %
	Exportations (millions d'euros) Hors produits pétroliers	- octobre 2014	51,0 17,4	-7,9 % +3,5 %	+18,1 % +20,3 %
	Taux de couverture mensuel Hors produits pétroliers	- octobre 2014	24,0 % 9,3 %		- 6,2 pts -1,4 pt
Grande distribution (source : DIECCTE)	Chiffre d'affaires des hypermarchés (millions d'euros)	- octobre 2014	45,7	+0,2 %	+2,5 %
		- cumul annuel	466,0		+4,5 %
Vulnérabilité des ménages (source : IEDOM)	Personnes physiques en interdiction bancaire	- décembre 2014	15 774	-1,9 %	-6,4 %
	Retraits de cartes bancaires	- décembre 2014	4 669	-3,7 %	-0,7 %
INDICATEURS SECTORIELS			Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (source : SAMAC)		- décembre 2014	146 001	+39,7 %	-2,8 %
	Nombre de passagers (hors transit)	- cumul annuel	1 624 500		+0,0 %
Trafic maritime (source : DD PAF)		- décembre 2014	41 093	+185,5 %	+28,9 %
	Nombre de croisiéristes	- cumul annuel	193 159		+73,3 %
Construction (source : Ciments Antillais)		- décembre 2014	13 344	+2,9 %	+5,3 %
	Ventes de ciment (tonnes)	- cumul annuel	182 265		+6,5 %
Immatriculations (source : AAA)	Véhicules particuliers neufs (VPN)	- décembre 2014	2 283	+133,4 %	-3,6 %
	Véhicules utilitaires neufs (VUN)	- décembre 2014	251	+80,6 %	+2,9 %
	Cumul annuel (VPN et VUN, hors bus, porteurs et tracteurs)		13 234		+2,6 %

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Une activité financière toujours modérée au 3^e trimestre 2014

Concours bancaires (en milliard d'euros)



Source : IEDOM, Surfi

plans d'épargne logement, qui augmentent respectivement de 3,2 %, 1,7 % et 1,6 %. En revanche, une légère décollecte est enregistrée sur les livrets A (-0,6 %), alors que ces placements avaient pour l'instant bien résisté à la diminution de leur taux de rémunération.

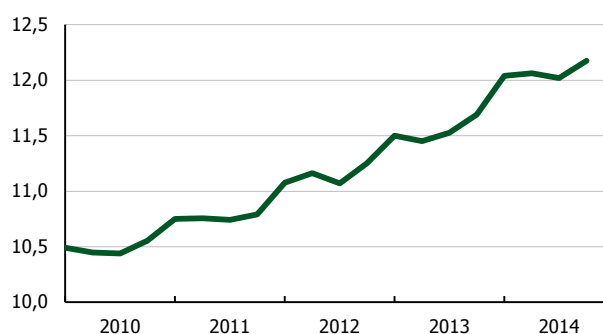
Tous les agents enregistrent une hausse de leurs actifs financiers. Les placements des autres agents (sociétés d'assurance, administrations centrales et de sécurité sociale, associations) progressent de 4,9 %, ceux des entreprises de 1,9 % et ceux des ménages de 0,8 %.

Les Infos financières « Évolutions monétaires à fin septembre 2014 » est disponible sur le [site de l'IEDOM](#).

Les signaux encourageants sur l'activité bancaire se confirment au troisième trimestre. Les concours consentis aux ménages s'inscrivent en hausse de 1,3 %, après un début d'année 2014 morose. Avec un encours de près de 7,2 milliards d'euros, les crédits aux ménages se situent à leur plus haut niveau historique. Parallèlement, les financements consentis aux entreprises progressent très modérément (+0,1 %).

Les actifs financiers détenus par les agents économiques s'inscrivent en hausse de 1,3 % au troisième trimestre. Cette progression est toujours portée par la bonne tenue des dépôts à vue, des contrats d'assurance-vie et des

Collecte d'épargne (en milliard d'euros)



Source : IEDOM, Surfi

Sinistralité en baisse au 3^e trimestre 2014

Les créances douteuses brutes portées par les établissements de crédit installés localement continuent de diminuer légèrement au troisième trimestre (-0,3 %), comme au deuxième trimestre (-0,2 %). Leur poids dans l'encours total reste stable pour s'établir à 5,6 %. Le taux de provisionnement de ces créances douteuses s'établit à 62,1 % à fin septembre 2014.

BRÈVES ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Prix (Insee)	Indice général des prix à la conso. - La Réunion	Décembre 2014	129,9	+0,1 %	-0,5 %
	IPC France entière		127,7	-0,1 %	+0,1 %
Octroi de mer (Trésorerie générale)	Montant de l'octroi de mer (milliers d'euros)	Novembre 2014	28 429	-6,1 %	+6,3 %
	Cumul (milliers d'euros)		277 120	-	+7,0 %
Commerce extérieur (Douanes)	Importations (millions d'euros)	Novembre 2014	388,5	-12,7 %	-8,0 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Nov.	4 257,5	-	+4,5 %
	Exportations (millions d'euros)	Novembre 2014	28,6	-0,9 %	+6,9 %
	Cumul (millions d'euros)	Cumul Nov.	245,5	-	-7,3 %
Demandeurs d'emploi (DTEFP)	Demandeurs d'emploi de catégorie A (données CVS)	Novembre 2014	134 910	-0,6 %	+0,7 %

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

			Données brutes	Glissement mensuel	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (CCIR / Syndicat mixte de Pierrefonds)	Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds	Décembre 2014	207 437	+24,1 %	-0,8 %
	Cumul	cumul Déct.	2 062 033	-	+0,0 %
Fréquentation des hôtels classés (Insee)	Nombre de nuitées	3 ^e trimestre 2014	174 000	+2,7 %	-8,1 %
	Cumul	cumul Sept.	525 700	-	-8,5 %
Construction (Douanes / CERBTP / Caisse des congés payés du BTP)	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers d'euros)	Novembre 2014	21 370	-	-9,5 %
	Cumul des importations de ciment/clinker (milliers de tonnes)	Novembre 2014	266,1	-	-16,9 %
	Effectifs salariés du BTP	Novembre 2014	15 817	-1,7 %	+0,0 %

Hausse de l'emploi dans le secteur privé au 3^e trimestre 2014

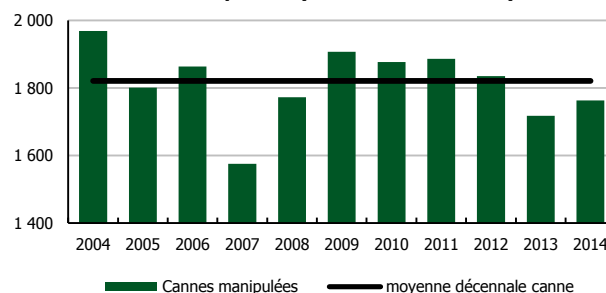
L'emploi dans le secteur privé progresse de 3,1 % au troisième trimestre 2014 par rapport au troisième trimestre 2013, selon l'Agence centrale des organismes de Sécurité sociale (Acos), tandis qu'il baisse légèrement au niveau national (-0,1 %). Cette hausse est portée par les « autres services » (tertiaire hors intérim, commerce et hébergement-restauration) et l'industrie. Par ailleurs, la masse salariale dans l'île progresse à un rythme soutenu, bien supérieur à celui de la France entière : + 5,0 % à La Réunion sur un an contre + 1,4 % au niveau national.

Hausse du volume de cannes manipulées lors de la campagne 2014

La campagne cannière 2014 s'inscrit en hausse par rapport à celle de 2013. Les volumes de cannes manipulées augmentent ainsi de 2,7 %, après s'être contractés de 6,7 % en 2013. Les résultats de 2014 restent néanmoins inférieurs à la moyenne décennale (-2,0 %). Par ailleurs, la richesse saccharine diminue, passant de 14,08 en 2013 à 13,91 en 2014.

Les deux usines sucrières enregistrent des résultats contrastés. Les volumes de cannes manipulées à l'usine de Bois Rouge progressent de 5,8 %, tandis que ceux à l'usine du Gol diminuent à nouveau de 0,5 %, en raison de la sécheresse qui touche les zones Ouest et Sud de l'île.

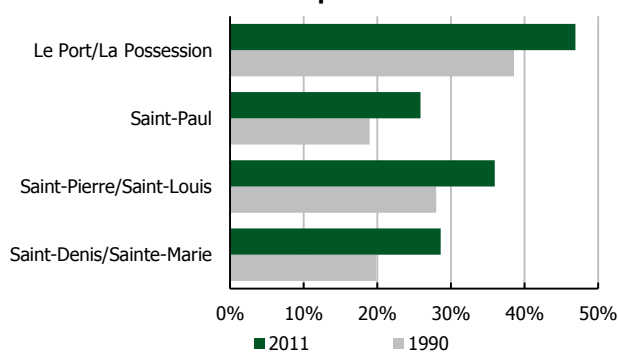
Résultats des campagnes sucrières en cannes manipulées (en milliers de tonnes)



source : Ctics

La périurbanisation défie le transport durable

Part de travailleurs résidents à l'extérieur des bassins d'emploi à La Réunion



source : Insee, recensements de la population

Depuis 20 ans, le nombre de Réunionnais actifs augmente chaque année en moyenne de 4 500 personnes, c'est-à-dire quasiment autant de personnes supplémentaires sur le réseau routier réunionnais. En 2011, les trois quarts des travailleurs utilisent leur voiture pour se rendre à leur travail. Le recours au transport en commun reste en effet limité et stagne à 5 % depuis 1999.

Les Réunionnais se déplacent également de plus en plus loin pour aller travailler, comme les Métropolitains. En 2011, quatre sur dix sortent de leur commune chaque jour, contre trois sur dix en 1990 (+11 points, +12 points en métropole). Ainsi, un Réunionnais utilisant un véhicule motorisé pour se rendre au travail parcourt en moyenne 25 km par jour, soit plus qu'en

France métropolitaine. La moitié des travailleurs font plus de 15 km et 7 600 dépassent les 100 km par jour. Les tronçons les plus fréquentés sont ceux situés entre Le Port et Sainte-Suzanne : 23 000 automobilistes entrent quotidiennement dans Saint-Denis.

Ces déplacements génèrent l'émission d'une tonne de CO₂ par personne en emploi et par an.

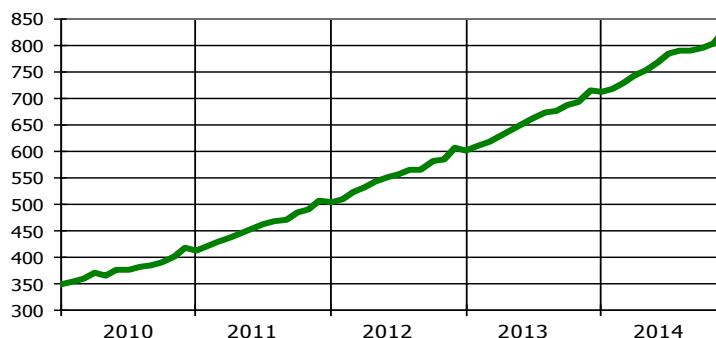
La publication est disponible sur le [site de l'Insee](http://www.insee.fr).

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Les émissions nettes de billets

Au 31 décembre 2014, les émissions nettes de billets ont augmenté de 24,9 millions d'euros, après une hausse de 7,6 millions le mois précédent, et s'établissent à 829,0 millions d'euros. Le nombre de billets émis en décembre (15,2 millions) est constitué à 71,8 % par la coupure de 50 € qui représente 65,7 % de la valeur globale de l'émission nette de billets. La hausse de l'émission nette ayant été plus marquée en nombre qu'en valeur, la valeur moyenne du « billet circulant » dans l'île s'est donc dépréciée de 56 centimes pour s'établir à 54,6 € au 31 décembre 2014.

Émissions nettes cumulées de billets



Source : IEDOM

Tendances conjoncturelles du troisième trimestre 2014 : un climat des affaires hésitant

L'IEDOM Mayotte a publié les tendances conjoncturelles du troisième trimestre 2014. Cette publication présente, sous la forme d'une note de quatre pages complétée par une annexe statistique, la situation conjoncturelle du Département à travers les résultats d'une enquête de conjoncture et l'analyse de données macro-économiques. Ainsi, au troisième trimestre 2014, l'Indicateur du climat des affaires (ICA) chute de 3,0 points pour se situer légèrement en dessous de sa moyenne de longue période (-1,8 point). Le recul de l'ICA trouve sa source autant dans les réalisations du troisième trimestre que dans les anticipations négatives pour le quatrième trimestre. Les chefs d'entreprise éprouvent toujours des difficultés à recouvrer la confiance dans l'évolution de la conjoncture et adoptent des comportements économiques variables. Cela se traduit par un climat des affaires hésitant décrit par l'évolution erratique de l'ICA depuis le début de l'année 2014.

[Les tendances conjoncturelles du troisième trimestre 2014 sont disponibles sur le site de l'IEDOM.](#)

Léger recul des crédits aux entreprises au 30 septembre 2014

L'IEDOM Mayotte a également publié le suivi des crédits aux entreprises au 30 septembre 2014. Ainsi, l'encours global des crédits accordés aux entreprises s'élève à 533,4 millions d'euros, en léger recul de 0,4 % sur le trimestre. Cette baisse s'explique par la contraction des crédits à moyen et long termes (-0,5 %) et des crédits mobilisables (-2,7 %).

[Le suivi des crédits aux entreprises au 30 septembre 2014 est disponible sur le site de l'IEDOM.](#)

Une situation financière stable au troisième trimestre 2014

Enfin, l'IEDOM Mayotte a publié les évolutions monétaires au 30 septembre 2014. L'activité bancaire du troisième trimestre 2014 est marquée par une modeste progression. En effet, la collecte d'actifs croît légèrement tandis qu'une quasi-stagnation des crédits accordés aux agents économiques est enregistrée.

La collecte d'actifs (+1,6 %) connaît un nouveau record sur l'année et s'établit à 430,4 millions d'euros au 30 septembre 2014. La vive croissance des dépôts à vue des autres agents (+11,4 %) et des placements liquides ou à court terme des entreprises (+10,4 %) contribue favorablement à cette embellie. Au cours des douze derniers mois, l'épargne collectée croît de 8,8 %.

L'encours sain de crédits alloués à l'économie augmente très légèrement (+0,1 %) et s'établit à 834,6 millions d'euros. L'accroissement des crédits accordés aux ménages (+1,6 %) ainsi qu'aux collectivités locales (+2,6 %) tend à soutenir l'activité de financement tandis que les concours octroyés aux entreprises se contractent sur la période (-2,4 %, soit -8,6 millions d'euros).

[Les évolutions monétaires au 30 septembre 2014 sont disponibles sur le site de l'IEDOM.](#)

BRÈVES ÉCONOMIQUES, FINANCIÈRES ET SOCIALES

Baisse des prix en novembre

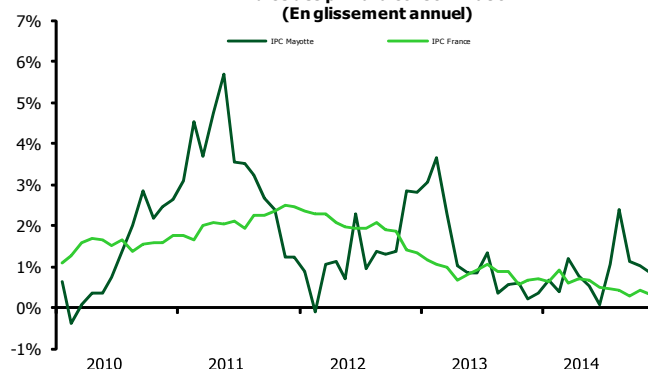
Après la stabilité enregistrée en octobre, l'Indice des prix à la consommation (IPC) diminue de 0,1 % en novembre. Cette évolution est expliquée par la réduction conjuguée des prix de l'énergie (-1,7 %), des services et des produits manufacturés (-0,1 %). Seuls les prix des produits alimentaires enregistrent une légère augmentation (+0,1 %).

En glissement annuel, l'IPC progresse de 0,9 %. Cette évolution est soutenue par la croissance des prix des services (+2,9 %) et des produits alimentaires (+2,0 %). En revanche, les prix de l'énergie et des produits manufacturés reculent, respectivement, de 1,8 % et 1,7 %.

Revalorisation du SMIG et du RSA

La commission consultative du travail, réunie avec les partenaires sociaux le 23 décembre 2014, a annoncé une revalorisation du Salaire

Indice des prix à la consommation (En glissement annuel)



Base 100 : année 2006
Source : INSEE

minimum interprofessionnel garanti (SMIG). Ainsi, au 1^{er} janvier 2015, le SMIG brut à Mayotte est porté à 7,26 € de l'heure, soit une augmentation de 2,1 % par rapport à janvier 2014. Le SMIG mensuel net s'élève désormais à 1 136,39 €. Engagé dans une démarche de rattrapage depuis 2011, le SMIG net mensuel mahorais est désormais au niveau du Salaire minimum interprofessionnel de croissance (SMIC) net mensuel national. À ce titre, à compter du 1^{er} janvier 2015, la revalorisation du SMIG mahorais sera indexé sur le taux d'évolution du SMIC national. Toutefois, le SMIG brut mahorais est encore loin du SMIC brut national où le taux horaire s'élève à 9,61 €.

Par ailleurs, par le décret n°2014-1615 du 24 décembre 2014, le Revenu de solidarité active (RSA) a été revalorisé de 0,9 % à Mayotte à compter de janvier 2015. Il est ainsi porté à 256,94 € pour un foyer avec une personne seule. Malgré cette augmentation, qui fait suite à celle de 2,0 % intervenue en septembre 2014, le RSA mahorais demeure deux fois moins élevé que celui de la Métropole.

Résultats de l'enquête Budget des familles (BDF) en 2011

Au mois de décembre 2014, l'antenne de l'INSEE Mayotte a publié les résultats de l'enquête BDF, réalisée en 2011 auprès d'un échantillon de 1 180 ménages mahorais, permettant ainsi d'actualiser les données sur le sujet, dont la dernière étude remontait à l'année 2005. Ainsi, il apparaît tout d'abord que le niveau de vie des familles est en constante augmentation depuis 2005. En effet, le niveau de vie médian augmente de 62,0 % hors inflation entre 2005 et 2011, soit +8,0 % par an. Cependant, 84,0 % de la population (contre 16,0 % en France métropolitaine) vit encore sous le seuil national de bas revenu, placé à 959 €, et la moitié des mahorais déclare vivre avec moins de 384 € par mois et par unité de consommation.

La consommation a augmenté de 7,0 % hors inflation entre 2005 et 2011. L'alimentation, qui constitue 27,0 % du budget des ménages, est la principale dépense des ménages mahorais. Toutefois, la structure des dépenses a évolué. De nouvelles dépenses apparaissent dans la consommation des mahorais ou voient leur part relative augmenter (Habillement et chaussures, Communication (Internet et téléphonie mobile)) tandis que d'autres enregistrent une diminution de leur importance relative (Transports et Logement).

Pour plus de précisions, les résultats de l'enquête sont disponibles sur le site de l'[INSEE](#).

Trois villages mahorais retenus dans le nouveau programme de l'ANRU

En décembre 2014, l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) a rendu publique la liste des 200 quartiers, retenus dans le « Nouveau programme national de renouvellement urbain », qui bénéficieront d'une réhabilitation massive. Cette liste comporte 22 quartiers ultramarins dont 3 situés à Mayotte : le quartier de La Vigie dans la commune Pamandzi, le village de Majicavo-Koropa dans la commune de Koungou et le village de Kawéni dans la commune de Mamoudzou. À Mayotte, il s'agira de régler en priorité les problèmes liés aux bidonvilles et à l'habitat insalubre.

PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES

LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Prix (source : INSEE)	Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006		nov.-14	118,1	-0,1%	0,9%
Chômage (source : Pôle Emploi)	Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A		oct.-14	9 829	5,4%	36,7%
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Importations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-14	36 772	-6,9%	-34,9%
	(hors hydrocarbures)	cumulées	sept.-14	352 332	-	26,8%
	Exportations (en milliers d'euros)	mensuelles	sept.-14	1 274	124,1%	466,9%
		cumulées	sept.-14	5 656	-	24,9%
	Taux de couverture	mensuel	sept.-14	3,46%	2,03 pt	3,07 pt
		cumulé	sept.-14	1,61%	0,22 pt	-0,02 pt
LES SECTEURS D'ACTIVITÉ :				Données brutes	Variation sur 1 mois	Variation sur 12 mois
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport de Mayotte)	Mouvements d'appareils ⁽¹⁾	mensuels	nov.-14	375	-19,5%	28,0%
		cumulés	nov.-14	4 987	-	19,6%
	Nombre de passagers (arrivées+départs)	mensuels	nov.-14	19 123	-25,1%	9,7%
		cumulés	nov.-14	271 637	-	2,7%
	Fret et envois postaux (en tonnes) (départs)	mensuels	nov.-14	25,9	-41,6%	16,1%
		cumulés	nov.-14	323,1	-	-0,1%
BTP (Source : Douanes)	Importations de ciment ⁽²⁾ (en tonnes)	mensuelles	sept.-14	2 448	286552,2%	-74,7%
		cumulées	sept.-14	56 902	-	-3,8%
Electricité (Source : EDM)	Nombre d'abonnés (cumul)		sept.-14	40 349	0,3%	1,8%
	Consommation ⁽³⁾ (en Mwh)	cumulée	sept.-14	203 314	-	2,8%
Hydrocarbures (Source : TOTAL)	Consommation (en milliers de litres)	mensuelle	sept.-14	10 500	9,0%	12,1%
		cumulée	sept.-14	89 804	-	4,3%
Automobile (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs	mensuelles	sept.-14	267	-22,8%	8,1%
		cumulées	sept.-14	1 981	-	14,0%
	Immatriculations de véhicules d'occasion	mensuels	sept.-14	930	17,6%	6,8%
		cumulées	sept.-14	7 065	-	5,9%
Poissons d'élevage (Source : Douanes)	Exportations :					
	- en tonnes	mensuelles	sept.-14	1,4	-25,1%	-
		cumulées	sept.-14	9,9	-	-84,3%
	- en milliers euros	mensuelles	sept.-14	14,2	-25,3%	-
		cumulées	sept.-14	105,1	-	-78,3%

(1) : Toute entrée ou sortie de navire ou d'avion représente un mouvement

(2) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

(3) : Données consolidées à pas trimestriel depuis fin 2011. Les informations mensuelles ne sont plus disponibles.

ACTIVITÉS DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

L'IEDOM publie l'Observatoire des tarifs bancaires au 1^{er} octobre 2014



L'IEDOM vient de publier l'Observatoire des tarifs bancaires au 1^{er} octobre 2014.

Cette publication s'attache à mettre en évidence les évolutions des tarifs bancaires dans les Départements d'outre-mer (DOM) et la collectivité de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Retrouvez la note ainsi que l'intégralité des publications de l'IEDOM sur le site :

<http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/>

Vous pouvez également vous abonner aux publications dans la rubrique : Abonnement aux publications (<http://www.iedom.fr/saint-pierre-et-miquelon/abonnement-aux-publications-188/>)

Indicateurs de vulnérabilité des ménages

En octobre 2014, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France n'a pas enregistré d'incident de paiement sur chèque et compte trois retraits de carte bancaire. Par ailleurs, l'archipel comptait neuf personnes physiques en situation d'interdiction bancaire.

Surendettement

La commission de surendettement de Saint-Pierre s'est réunie en décembre dernier. La tenue de cette commission a été l'occasion de réaffirmer l'importance de ce dispositif dans l'accompagnement, en amont et en aval, des débiteurs surendettés par les acteurs de la sphère sociale.

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Visite officielle du Président François Hollande au Canada

Le Président de la République François Hollande a effectué une visite d'État au Canada du 02 au 04 novembre 2014. La délégation officielle était notamment composée d'Annick Girardin, secrétaire d'État chargée du développement et de la francophonie (et ex-député de l'Archipel), et de Karine Claireaux, Sénatrice-maire de Saint-Pierre-et-Miquelon.

Ce déplacement a été l'occasion de discuter des nouvelles possibilités commerciales qui seront créées par l'Accord commercial Canada-Europe. Les thèmes de l'économie, de l'innovation, de l'éducation, de la recherche et de l'entrepreneuriat ont également été au cœur de cette visite officielle.

Karine Claireaux, Sénatrice-maire de Saint-Pierre-et-Miquelon, présidente du Bureau du Conseil national de la mer et des littoraux

À l'occasion du Conseil national de la mer et des littoraux présidé par Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie et Alain Vidalies, secrétaire d'État aux transports, qui s'est réuni à Paris le 24 novembre 2014, Karine Claireaux a été élue présidente du Bureau, en remplacement de Maxime Bono.

Lors de la dernière réunion du Conseil national de la mer et des littoraux, ils ont réaffirmé l'importance pour la France de ses atouts maritimes, en soulignant l'enjeu de la croissance bleue et de la construction de la politique intégrée de la mer et du littoral dans une perspective de développement durable.

Dîner annuel du Conseil représentatif des Français de l'outre-mer (CREFOM)

Le CREFOM s'est réuni vendredi 21 novembre pour son premier « dîner annuel » à Paris en présence du chef de l'État François Hollande. De nombreuses personnalités ultramarines, dont Karine Claireaux, et des acteurs économiques liés aux outre-mer ont participé à ce dîner.

Le président François Hollande s'est engagé à « accélérer le rythme » en vue d'atteindre une « égalité réelle » entre l'outre-mer et l'hexagone. Il a ainsi déclaré vouloir « intensifier le développement des outre-mer » et a suggéré l'adoption de « plan de programmation, territoire par territoire ».

Troisième rencontre territoriale du tourisme

La troisième édition des rencontres territoriales du tourisme en présence de nombreux professionnels du secteur s'est tenue mardi 18 novembre sur l'Archipel. Cette manifestation a été l'occasion pour ces acteurs économiques de dresser le bilan de la saison 2014 et de dégager des lignes de réflexion pour les années à venir.

Cette journée a également été l'occasion d'introduire le nouveau directeur du Comité Régional du Tourisme (CRT), Albéric de Mallet.

Visite officielle de François Hollande à Saint-Pierre-et-Miquelon

Le chef de l'État François Hollande a effectué une visite officielle à Saint-Pierre-et-Miquelon les 23 et 24 décembre derniers.

Cette visite revêt un caractère symbolique, c'est dans la nuit du 23 au 24 décembre 1941 que l'amiral Muselier, commandant des Forces navales françaises libres, avait libéré l'archipel sur ordre du Général de Gaulle. De plus, il est le premier président de la République à réserver son déplacement exclusivement à l'archipel. En effet, quand le général de Gaulle en 1967, François Mitterrand en 1987 et Jacques Chirac en 1999 s'y sont rendus, c'était à chaque fois en allant ou en revenant d'un voyage vers le Canada.

Outre les cérémonies commémoratives du 24 décembre, François Hollande a rencontré les opérateurs économiques de l'archipel notamment lors d'un petit déjeuner pour évoquer les principaux sujets économiques.

Le président de la République a profité de cette visite pour inaugurer officiellement le nouvel hôpital de Saint-Pierre désigné désormais sous le nom du Centre Hospitalier François Dunan en hommage au docteur du même nom.

Le Chef de l'État s'est également rendu sur l'île de Miquelon. Il y a visité l'usine de transformation de poisson (SNPM) et réaffirmé ainsi l'appui de l'État à la filière de la pêche.

Budget outre-mer

Saint-Pierre-et-Miquelon est la collectivité ultramarine qui concentre le plus d'autorisations d'engagement de l'état en 2015 par habitant. En montant global c'est la Réunion, région ultramarine la plus peuplée avec 800 000 habitants, qui comptabilise la somme la plus importante.

Stabilisation du dollar canadien par rapport à l'euro

Après le retournement de tendance observé depuis le début de l'année avec une dépréciation de l'euro face au dollar canadien, le cours de l'euro se stabilise face au dollar canadien au quatrième trimestre. Le taux de change de l'euro évolue de 0,036 % entre le 30 septembre 2014 et le 30 décembre.

Il s'établit ainsi à 1,4063 CAN/EUR au 30 décembre 2014 contre 1,4058 CAN/EUR au 30 septembre.

Taux de change du dollar canadien pour un euro



LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE

Prix

(Source : Préfecture)

	Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Prix à la consommation – 3ème trimestre 2014	-	+0,7 %	+0,5 %

Emploi

(Source : DCSTEP)

	Données brutes	Δ % Trimestre précédent	Glissement annuel
Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie A) Septembre 2014 :	201	-10,7%	-5,2%
Nombre de demandeurs d'emploi (toutes catégories) Septembre 2014 :	326	-11,4%	-12,1%
Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés Septembre 2014 :	n-d	n-d	n-d

RSA

(Source : CPS)

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Nombre de bénéficiaires - fin novembre 2014 :	38	0,0%	0,0%
Nombre de personnes à charge - fin novembre 2014 :	69	-2,8%	-5,5%
Importations (milliers d'euros) Novembre 2014 :	9 887	79,1%	39,9%
Cumul annuel :	81 395	n-s	-0,7%
Exportations (milliers d'euros) Novembre 2014 :	90	n-s	-80,6%
Cumul annuel :	1 468	n-s	-25,9%
Déficit commercial (milliers d'euros) Novembre 2014 :	-9 797	77,4%	48,3%
Cumul annuel	-79 927	-12,5%	-0,1%

LES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Pêche Artisanale

(Source : Pôle Maritime)

Pêche Industrielle

(Source : Pôle Maritime)

	Données brutes	Δ % trimestre précédent	Glissement annuel
Débarquements (en tonnes) 3ème trimestre 2014	317	-8,1%	-38,3%
Débarquements (en tonnes) 3ème trimestre 2014	0	-100,0%	0,0%

Trafic aéroportuaire Aéroport de Saint-Pierre

(Source : Aviation civile)

	Données brutes	Δ % mois précédent	Glissement annuel
Nombre de passagers (arrivées + départs) Novembre 2014 :	2 637	-0,5%	-3,1%
Cumul annuel :	33 321	n-s	3,8%
Mouvements d'avions Novembre 2014 :	251	-2,0%	7,3%
Cumul annuel :	2 567	n-s	3,8%
Fret et envois postaux (en tonnes) Novembre 2014 :	18	-14,3%	5,9%
Cumul annuel :	178	n-s	1,1%

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,05%	10/09/2014
Taux de la facilité de dépôt	0,30%	10/09/2014
	-0,20%	10/09/2014

Taux d'intérêt légal			Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/14)					
ANNEE	2014	0,04%	JO du 06/02/14	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	1,00%	1,00%	1,50%	2,50%	0,75%

* hors prime d'Etat

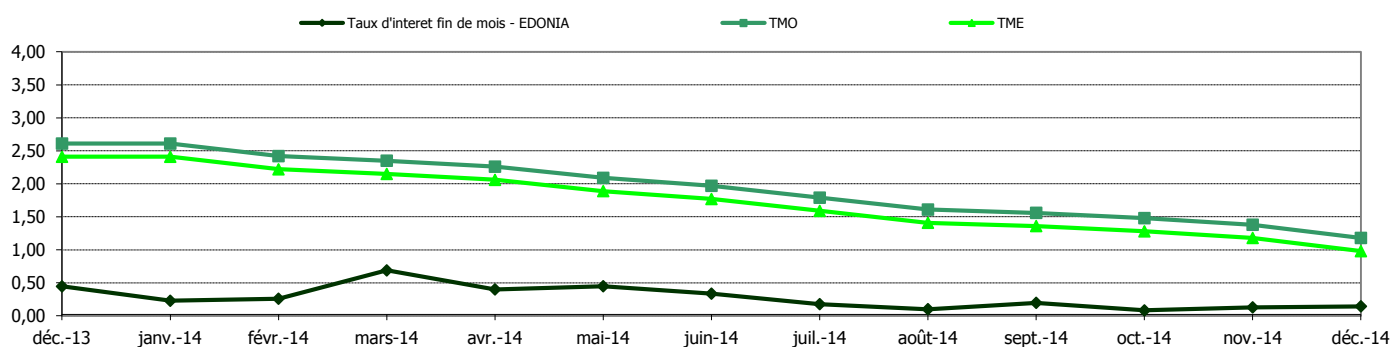
Taux d'interet fin de mois - EDONIA				Taux d'intérêt fin de mois - EURIBOR			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,1970%	0,0820%	0,1280%	0,1440%	0,0180%	0,0780%	0,1710%	0,3250%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Septembre	Octobre	Novembre	Décembre	Septembre	Octobre	Novembre	Décembre
1,36%	1,28%	1,18%	0,98%	1,56%	1,48%	1,38%	1,18%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1^{er} janvier 2015)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	4,57%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,65%
Prêts à taux variable	4,15%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,35%
Prêts-relais	4,92%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,25%
Autres prêts		Découverts en compte	13,27%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,25%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	3,87%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	14,37%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	9,21%	Découverts en compte	13,27%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

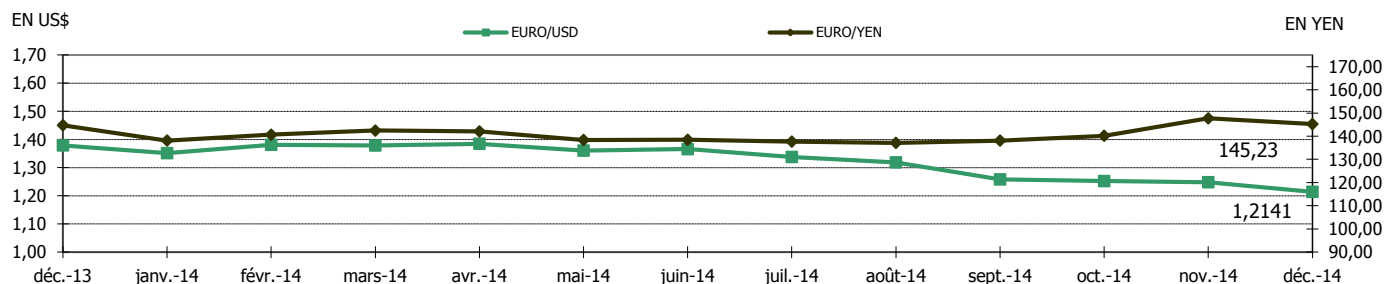
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,2141	EURO/ZAR (Afrique du sud)	14,0353	EURO/SRD (Surinam)	3,9927
EURO/JPY (Japon)	145,2300	EURO/BWP (Botswana)	11,5887	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,1658
EURO/CAD (Canada)	1,4063	EURO/SCR (Seychelles)	17,0756	EURO/DOP (Rép. Dom.)	53,6634
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,7789	EURO/MUR (Maurice)	38,415	EURO/BBD (La Barbade)	2,4198
EURO/SGD (Singapour)	1,6058	EURO/BRL (Brésil)	3,2207	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	7,7176
EURO/HKD (Hong-Kong)	9,4170	EURO/VEF (Vénézuéla)	7,6129	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	3139,7426	EURO/XCD (Dominique)	3,2668	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur et responsable de la publication : N. de SEZE

Editeur : IEDOM - 164, rue de Rivoli - 75001 Paris

Achévé en janvier 2015 - Dépôt légal : Janvier 2015 - ISSN 1284-4438